

ENNERY

5, rue Pablo Picasso
57365 ENNERY

Tél :

Mél : vivien.huy@bureauveritas.com

N° affaire : 20382346_1-95JF2HR

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : 57/METZ/CROUS R.U TECHNOPOLE
4 BD ARAGO
57 METZ

Destinataire :

CROUS DE NANCY METZ
AURELIE PEREZ
75 RUE DE LAXOU CS4211
54045 NANCY CEDEX


Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 3



Présence d'Amiante

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
12/04/2025	Rev0		Vivien HUY 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	6
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Inspections Communes	8
2.2. PPSPS	8
2.2.1. Pénalités	8
2.3. Sous-traitance	9
2.3.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.3.2. Transmission du PGC	9
2.3.3. Obligation du sous-traitant	9
2.4. Intérimaires	9
2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	9
2.6. Travailleurs indépendants	10
2.7. Protections individuelles	10
2.8. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	14
3.2.5. Stationnements	14
3.2.6. Stockage	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	15
3.2.8. Cantonnements et entretien	15
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	15
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	16
3.3.2. Plan d'installation de chantier	16
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	16
4. MESURES DE COORDINATION SPS	18
4.1. Définition des risques particuliers	18
4.2. Analyse de risques	20
4.3. Co-activités et protections collectives	33
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	33
4.3.2. Déplacement de protection collective	35
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	35
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	35
4.4. Equipement de levage	36
4.4.1. Autorisation de survol	36
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	36
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	36
4.5.1. Approvisionnements et stockage	36

4.5.2. Travaux superposés	36
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	36
4.5.4. Protection contre le bruit	36
4.5.5. Protection contre l'incendie	37
4.5.6. Travaux en hauteur	37
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	37
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	38
4.6. Moyens communs	38
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	38
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	39
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	39
4.6.4. Protection des accès – Auvents	39
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	39
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	40
5.1. Stockages sur le chantier	40
5.2. Nettoyage	40
5.3. Enlèvement des déchets	40
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	40
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	41
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	41
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	42
6.1. Déclarations particulières	42
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	43
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	43
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	43
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	43
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	44
6.7. Locaux témoins	45
7. ORGANISATION DES SECOURS	46
7.1. Téléphone de secours	46
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	46
7.3. Travail isolé	46
7.4. Procédure d'organisation des secours	46
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	47
7.6. Point de rencontre secours	47
7.7. Modèle de fiche de secours	48
ANNEXES AU P.G.C.	49

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents (PRO-DCE) fournis le 04/04/2025 par le Maître d'Ouvrage.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Le projet consiste à réaliser des travaux d'accessibilité du Ru Technopole à Metz, et de procéder à la régularisation ERP du tiers lieu, ainsi qu'une mise en conformité sécurité incendie.

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : appel d'offres,
Mode de passation des marchés : lots séparés,
Type de marchés : privés.

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 2 juin 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 6

Phasage des travaux: Phasage à confirmer par le MOE en tenant compte de la présence de tiers aux travaux (site occupé). Toutes les zones d'intervention des entreprises sont balisées, voire clôturées afin qu'elles soient interdites au public.

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : Le projet comprend 11 lots :

- 1 DEMOLITION - GROS-OEUVRE
- 2 PORTES AUTOMATIQUES
- 3 SERRURERIE
- 4 PLATRERIE - FAUX-PLAFONDS
- 5 MENUISERIES INTERIEURES
- 6 CARRELAGE - FAÏENCE
- 7 PEINTURE
- 8 SIGNALETIQUES
- 9 PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION
- 10 ELECTRICITE
- 11 EPMR

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Environ : de 2 à 10 personnes

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	CROUS DE NANCY METZ	75 RUE DE LAXOU CS4211 54045 NANCY CEDEX	06 58 36 47 89 Aurelie.PEREZ@crous-lorraine.fr	AURELIE PEREZ
Architecte	ATELIER D'ARCHITECTURE TANDEM	14 bis, rue Principale 57645 MONTOY-FLANVILLE	contact@aa-tandem.fr	JEAN DENIS BECART
Maîtrise d'œuvre	SOCOTEC SMART SOLUTIONS	8, rue Albert Einstein Parc St Jacques II 54320 MAXEVILLE	06 32 31 24 53 sid.bouazza@socotecsma rtsolutions.fr	Sid Ahmed BOUAZZA
Coordonnateur SPS	Bureau Veritas Construction Metz	5 rue Pablo Picasso 57365 ENNERY	06 49 09 38 10 vivien.huy@bureauveritas.com	Vivien HUY
CARSAT	CARSAT Alsace-Moselle	rue du Cambout 57036 METZ Cedex 01	prevention.contact.entrepri ses57@carsat-am.fr	CONTROLEUR PREVENTION
DREETS	DREETS Moselle	1, Rue Chanoine Collin 57000 METZ	03 87 56 54 00 ddets-uc1@moselle.gouv.fr	INSPECTEUR DU TRAVAIL
OPPBTP	OPPBTP Agence Grand Est	71 Rue des 5 Piquets 54000 NANCY	03 83 20 20 03 grandest@oppbtp.fr	CONTACT

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent OBLIGATOIREMENT être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.2. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.2.1. Pénalités

Selon marchés de travaux

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.3. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.3.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.3.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.3.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.4. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.6. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.7. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.8. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

L'établissement est desservi par la place Jean Baptiste Biot (attenante à la rue Félix Savart et au Boulevard Dominique François Arago).

Lors de la période de préparation, l'entreprise désignée par le maître d'œuvre devra présenter les modalités d'accès au chantier.

Tout autre accès présenté par l'entreprise devra faire l'objet de l'accord du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et de l'avis du coordonnateur SPS.



3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

L'entreprise désignée par le maître d'œuvre installe au démarrage du chantier et assure l'entretien pendant la durée du chantier :

- une clôture stable et solide sur la périphérie de la zone de travaux, afin de rendre le chantier clos et indépendant,
- une clôture stable et solide sur la périphérie des installations de chantier si celles-ci sont en dehors de la zone de travaux,
- une clôture stable et solide sur la périphérie des zones de stockage si celles-ci sont en dehors de la zone de travaux,
- un portail d'accès au chantier solidement fixé sur la clôture, doté d'un système de fermeture.

L'entreprise désignée par le maître d'œuvre se chargera de la fermeture du chantier pendant la durée de son intervention.

Ensuite chaque entreprise sera chargée de fermer les clôtures et portails.

La position de la clôture tiendra compte des risques liés à l'environnement du chantier.

Les zones de stockage, de stationnement et d'approvisionnement seront comprises dans l'enceinte clôturée du chantier ou des installations de chantier.

Toutes les zones d'intervention des entreprises sont balisées, voire clôturées afin qu'elles soient interdites au public.

Les riverains ne devront pas pouvoir pénétrer sur le chantier à quelque moment que ce soit.

Le chantier sera fermé en-dehors des horaires de travail de manière à éviter toute intrusion.

CLOISONS PROVISOIRES : si nécessaire et selon travaux générant de la poussière :

L'entreprise aura à sa charge : la Fourniture et la mise en oeuvre de fermetures provisoires et des protections anti-poussières pendant toute la durée des travaux y compris la dépose et évacuation de l'ensemble en fin de chantier, y compris nettoyage des salissures et remise en état.

3.2.2. Accès

Les accès et circulation sur le site selon le plan d'installation de chantier, doivent respecter les exigences de la maîtrise d'ouvrage et des collectivités gestionnaires de la voirie.

Les accès doivent rester en permanence libres pour les véhicules de secours.

Chaque entreprise veillera donc à maintenir les accès dégagés en toutes circonstances.

Les usagers du domaine public ont priorité sur les véhicules et engins entrants et sortants du chantier.

A cet effet une signalisation provisoire d'annonce de chantier sera installée et entretenue tout au long de la durée des travaux par l'entreprise désignée par le maître d'œuvre.

En cas d'empiètement sur une voie de circulation routière, l'entreprise concernée mettra en place une signalisation routière conforme.

Les accès piétons doivent être séparés autant que faire se peut des accès VL/PL.

L'entreprise désignée par le maître d'œuvre sera chargée de l'entretien des accès ainsi que des voiries impactées par l'activité du chantier.

Chaque entreprise intervenant sur l'opération tient à jour une liste nominative de ses personnels présents sur le site, y compris les personnels intérimaires.

Chaque entreprise prendra en outre les dispositions nécessaires pour fournir à ses salariés une carte d'entreprise type FNB en vigueur à ce jour.

Le personnel devra être équipé d'une tenue de travail permettant d'identifier l'entreprise sur site.

3.2.3. Circulations

- Circulations horizontales

L'entreprise désignée par le maître d'oeuvre assure l'entretien et la viabilité des voies de circulation engins et piétons sur le chantier pendant toute la durée de l'opération.

Le nettoyage comprend autant que de besoin le lavage et l'humidification des voiries et places de stationnement, pour notamment réduire les émissions de poussières.

Chaque entreprise veille à maintenir les circulations dégagées pour éviter le risque de chute de plain-pied.

Les circulations à l'intérieur du chantier ne sont autorisées que sur les voies de desserte selon le plan

d'installation de chantier.

Les circulations piétons et VL/PL seront distinctes sur tout le chantier et séparées physiquement.

Interdiction aux piétons de circuler dans les zones d'évolution des engins.

Les entreprises se renseigneront auprès des services compétents sur la portance des sols et la présence de réseaux enterrés ou de constructions souterraines, avant toute intervention d'engins lourds.

La circulation sur chantier obéit aux règles normales du code de la route.

Tout véhicule et engin doit rouler au pas.

Les piétons sont prioritaires.

- Circulations verticales

Echelles, échafaudages ou plates-formes de travail doivent être conformes à la réglementation en vigueur et notamment répondre aux exigences du décret n°2004-924 du 1er septembre 2004.

L'utilisation d'échelles comme poste de travail est interdite.

Une échelle est un moyen d'accès et non un support de travail : les entreprises doivent prévoir pour les travaux en hauteur l'utilisation d'échafaudages ou plate-forme individuelle de travail protégé.

Lorsqu'une échelle est utilisée, elle doit être fixée ou maintenue de façon à ne pouvoir ni glisser du bas ni basculer.

Cette échelle doit dépasser l'endroit où elle donne accès d'un mètre au moins, ou être prolongée par une main courante à l'arrivée.

3.2.4. Signalisation

L'entreprise désignée par le maître d'œuvre installe et maintient pendant toute la durée de l'opération la signalisation relative à la sécurité du chantier : panneaux chantier interdit au public, port du casque obligatoire, arrêté de circulation, port des EPI, présence d'un danger particulier et réseaux existants.

La signalisation de chantiers de voirie sera conforme à la réglementation en vigueur et aux spécifications de l'arrêté de circulation.

3.2.5. Stationnements

Le stationnement s'effectue exclusivement sur les zones définies par le maître d'œuvre et défini sur le plan d'installation de chantier.

Aucun stationnement dans la zone travaux.

L'entretien et la viabilité des stationnements seront réalisés par l'entreprise désignée par le maître d'œuvre.

Le nettoyage comprend autant que de besoin le lavage et l'humidification des voiries et places de stationnement, pour notamment réduire les émissions de poussières.

3.2.6. Stockage

Chaque entreprise, lors de sa période de préparation, doit transmettre au maître d'œuvre ces besoins en matière de stockage et d'approvisionnement (surface et accessibilité)

Les zones de stockage devront apparaître sur le plan d'installation de chantier.

Les zones de stockage devront être positionnées et matérialisées conformément au plan d'installation de chantier.

Les plans nécessaires (plan d'installation, plan d'accès, plan de circulation...) seront remis systématiquement aux fournisseurs. Ces derniers seront guidés par le chef de chantier de l'entreprise concernée ou un homme-

trafic de l'entreprise désigné en cas de manœuvre délicate.

Chaque entreprise devra demander préalablement à ces fournisseurs les informations utiles telles que le gabarit des véhicules, le tonnage.

L'entreprise de désamiantage précise dans son PPSPS les zones de stockage "tampon" qu'elle entend utiliser pendant la durée du chantier. Ces zones sont condamnées, réglementairement signalées et exclusivement réservées à l'entreprise de désamiantage.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Chaque entreprise, durant la période de préparation, doit transmettre à la maîtrise d'œuvre ses propres besoins en matière d'électricité et d'eau.

Electricité de chantier et éclairage

L'entreprise désignée par le maître d'œuvre a à sa charge :

- la ligne électrique reliant le point d'alimentation aux armoires générales de distribution tableau général,
- la distribution nécessaire à ses installations (cantonnements...) y compris l'éclairage des circulations extérieures,
- les fourreaux enterrés ou suspendus entre l'armoire générale et les zones du chantier, à définir pour éviter que les câbles traient au sol et les risques d'accrochage des câbles suspendus.

L'installation électrique de chantier fera l'objet d'une vérification réglementaire avant mise en service.

Eau : Mise en place par l'entreprise désignée par le maître d'œuvre d'un nombre suffisant de points d'eau sur le chantier, notamment pour l'alimentation des installations de chantier.

3.2.8. Cantonnements et entretien

L'entreprise désignée par le maître d'œuvre met en place dès que possible, et pour toute la durée du chantier, une base vie conforme à la réglementation, et mise à la disposition de toutes les entreprises pendant la durée du chantier.

Le dimensionnement de la base vie doit être adapté en permanence aux effectifs présents sur chantier.

L'entreprise désignée par le maître d'œuvre en assure tout au long du chantier la maintenance et le nettoyage quotidien, l'approvisionnement des consommables nécessaires à l'utilisation et la maintenance des locaux, la mise en place des poubelles du cantonnement et leur vidage.

La base-vie doit être chauffée en période froide, éclairée, équipée (frigo, micro-onde...), équipé d'extincteurs en nombre suffisant et doit constamment rester propre.

Le positionnement de la base vie ne doit pas gêner le déroulement du chantier.

Si la base vie est distante du chantier, des sanitaires seront mis en place au droit des zones d'activité et entretenu dans le cadre de la maintenance de la base vie.

Chaque entreprise, durant la période de préparation et tout au long du chantier, doit transmettre à la maîtrise d'œuvre l'évolution de ses effectifs.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

L'entreprise désignée par le maître d'œuvre assure le nettoyage des abords, des accès au chantier, du parking et des voies de circulation engins et piétons pendant toute la durée des travaux.

Chaque entreprise assure le nettoyage de ses postes de travail et l'élimination quotidienne des déchets produits par son personnel.

Le nettoyage est réalisé autant que nécessaire et au moins une fois par jour.

Chaque entreprise a à sa charge l'entretien et le dégagement des cheminements piétons du chantier.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **LOT GO** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise soumet à l'accord du maître d'oeuvre et à l'avis coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériennes,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages,
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les circulations de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « de l'emplacement de la grue » avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche »,
- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise désignée par le maître d'œuvre y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **LOT GO** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	LOT GO	LOT GO	Durée du chantier

<i>Poste</i>	<i>Réalisé par ?</i>	<i>Géré par ?</i>	<i>Echéance de fin</i>
Accès	LOT GO	LOT GO	Durée du chantier
Circulations	LOT GO	LOT GO	Durée du chantier
Signalisation	TCE	TCE	Durée du chantier
Stationnement	TCE	TCE	Durée du chantier
Stockage	TCE	TCE	Durée du chantier
Réseaux provisoires de chantier	LOT ELECTRICITE ET GO	LOT ELECTRICITE ET GO	Durée du chantier
Coffret électrique général	LOT ELECTRICITE	LOT ELECTRICITE	Durée du chantier
Coffret divisionnaire et éclairage	LOT ELECTRICITE	LOT ELECTRICITE	Durée du chantier
Cantonnement	LOT GO	LOT GO	Durée du chantier
Infirmierie de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	TCE	TCE	Durée du chantier
PIC	LOT GO	LOT GO	Durée du chantier
Protections collectives	TCE	TCE	Durée du chantier
Accès hauteur communs			Durée du chantier
Déchets - Gravats	TCE	TCE	Durée du chantier
Référent COVID			Durée de la crise sanitaire
Mesures COVID			Durée de la crise sanitaire

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions en fonction de la liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R. 238-25-1 ou de l'article R. 238-25-2 du code du travail est fixée ci-après :

1	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques de chute de hauteur, au sens des dispositions générales du CT Articles 4121-1 à 5 - à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement	×
2	Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article r. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles r. 231-56-11-i et r. 231-65-i	
3	Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable suivant les textes en vigueur	
4	Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé	
5	Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (tbt) et travaux à proximité des lignes électriques de htb aériennes ou enterrées	×
6	Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade	
7	travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre	
8	Travaux en plongée appareillée	
9	Travaux en milieu hyperbare	
10	Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes	
11	Travaux comportant l'usage d'explosifs	
12	Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé	
13	Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour	

Calendrier hypothèse	Tâches / lots	Danger(s)	Essentiels de la séquence
	TCE	Inhalation poussières Source d'asphyxie Produits dangereux Inflammation, explosion Déplacement de plain-pied Chute et heurt avec charge en mouvement Bruit, vibrations Chute d'objets, éclats Contraintes météorologiques Pollution de l'atmosphère Travail en hauteur Voisinage Bactéries, virus, parasites Réseaux Eclairage Collision, heurt Brûlure thermique Choc, coupure, piqûre Contact électrique direct ou indirect Engins et matériels Manutention manuelle Stabilité, renversement Travaux à point chaud Multi danger Amiante Rupture, effondrement Plomb Environnement naturel	
	DÉMOLITION - GROS OEUVRE	Multi danger Chute d'objets, éclats Inhalation poussières Rupture, effondrement	
	SERRURERIE	Chute d'objets, éclats	Circulation et superposition de tâche interdites sous le poste de travail
	PLÂTRERIE / FAUX PLAFONDS	Stabilité, renversement Manutention manuelle Déplacement de plain-pied	. . .
	MENUISERIES INTERIEURES	Inhalation poussières	.
	REVÊTEMENT DE SOL / CARRELAGE / FAIENCE	Déplacement de plain-pied	Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage.
	PEINTURE	Inhalation poussières	.
	PLOMBERIE CVC	Chute d'objets, éclats	.
	ELECTRICITE	Contact électrique direct ou indirect	.
	EPMR	Chute d'objets, éclats Travail en hauteur	. .

4.2. Analyse de risques

TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	<p>Les entreprises utilisent des matériels permettant de réduire les émissions de poussières par aspiration à la source (découpe, ponçage,...) ou humidification. Compléter ces dispositifs par la mise à disposition de masque anti-poussière. Pour le nettoyage du chantier il est demandé aux entreprises d'utiliser des aspirateurs industriels.</p> <p>Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en oeuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)</p> <p>Silice : prendre connaissance de l'annexe au PGC. Ce risque doit être pris en compte dans les PPSPS des entreprises. Un vestiaire doit être mis à disposition des entreprises pour qu'ils puissent se changer avant d'aller au réfectoire.</p> <p>Employer des matériels adaptés (ex : usage de robots, gommage laser, découpe au jet d'eau)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utiliser des matériels travaillant à l'humide (ex : hydrogommage, carter de découpe à l'humide) - Capter les poussières à la source - Ventiler les espaces confinés - Interdire les accès à la zone polluée et la coactivité - Aspirer les poussières en proscrivant le balayage et le soufflage et en favorisant le nettoyage à l'humide 	<p>Eviter les zones concernées.</p> <p>Mise à disposition de masques anti-poussière pour les salariés.</p>
Source d'asphyxie	<p>UTILISATION DE MOTEUR THERMIQUE :</p> <p>Afin d'éviter l'émission de gaz générateurs de risques d'asphyxie, d'anoxie, d'intoxication, l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur des bâtiments, locaux, espaces clos quelqu'ils soient.</p>	Toutes les entreprises sont concernées
Produits dangereux	<p>Si possible, remplacer les produits dangereux par des produits non dangereux</p> <p>Recenser les produits dangereux utilisés.</p> <p>Prendre connaissance des Fiches de Données de Sécurité et appliquer les</p>	Pas d'intervention à proximité de zones concernées par l'utilisation de ces produits.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inflammation, explosion	<p>consignes de sécurité. Détailler les modes opératoires pour la mise en oeuvre et le stockage de ces produit (PPSPS).</p> <p>Le stockage des produits inflammables doit se faire dans une zone sécurisée. Les entreprises ne peuvent stocker à l'intérieur des produits présentant des risques d'inflammation ou d'explosion. Lors de l'utilisation de ces produits assurer une bonne ventilation des locaux, compléter avec un dispositif spécifique si nécessaire. Interdiction de fumer ou travaux par point chaud à proximité. Utilisation non sécuritaire d'appareils à gaz ou utilisation de bouteilles de gaz : En amont de l'installation d'une bouteille, assurez-vous d'identifier le gaz qu'elle contient notamment en lisant bien sa fiche de données de sécurité et vérifiez le bon état de la bouteille dont notamment l'absence de fuites au niveau du robinet. Ne recherchez jamais une fuite de gaz inflammable à l'aide d'une flamme ou d'une cigarette, au risque de subir de graves brûlures. Pour le stockage des bouteilles de gaz, le local doit être aménagé selon la réglementation en vigueur, notamment en termes de ventilation. Les bouteilles doivent être stockées dans un lieu propre et ventilé à l'abri des intempéries et de toute source de chaleur. Une signalisation interdisant de fumer près du lieu de stockage des bouteilles doit être mise en place. Différenciez les bouteilles pleines des bouteilles vides et évacuez ces dernières au plus vite. Prenez connaissance également des positions, debout ou couchées, adaptées à chaque type de gaz pour le rangement des bouteilles. À noter que les bouteilles de gaz installées debout doivent être placées dans un chariot ou un cadre adéquat, attachées à l'aide d'une sangle ou d'une chaîne à un mur ou une armature solide. Il est primordial de vérifier la compatibilité des bouteilles de gaz, certains gaz étant incompatibles entre eux. Pour cela, consultez la fiche de données de sécurité. En aucun cas ne stocker ensemble les produits combustibles et comburants. Et pensez à séparer les produits combustibles des gaz inflammables.</p> <p>Interdiction de fumer sur le poste de travail et</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées. Interdiction de fumer ou travaux par point chaud à proximité d'une zone inflammable ou présentant un risque d'explosion.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>dans les locaux.</p> <p>Interdiction de fumer ou travaux par point chaud à proximité d'une zone inflammable ou présentant un risque d'explosion.</p>	
Déplacement de plain-pied	<p>Les entreprises devront laisser en permanence les allées de circulations et les issues de secours libres.</p> <p>Rangement et propreté permanent des postes de travail et des circulations.</p> <p>Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies sur le PIC.</p> <p>En cas de stockage provisoire : zone balisée à l'écart des zones de circulations.</p> <p>Trémies :</p> <p>Obturer le vide des trémies.</p> <p>Favoriser tant que possible la pose d'un platelage comme moyen de protection</p> <p>Si l'obturation complète de la trémie est impossible ou inadaptée, disposer des garde-corps fixés en rive de dalle de la zone d'ouverture de plancher.</p> <p>Le dispositif de protection ne doit pas gêner et doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - protéger les circulations et travaux autour de la trémie - protéger les circulations et travaux audessus de la trémie <p>Si possible prévoir l'accès en hauteur par un escalier définitif ou provisoire.</p>	<p>Respecter la sécurité mise en place.</p>
Chute et heurt avec charge en mouvement	<p>Prendre connaissance et respecter le PIC et plan de circulation.</p> <p>Prévoir la présence d'homme trafic lors des déplacements.</p> <p>Utiliser du matériel conforme, adapté et entretenu, penser à bien nettoyer les vitres des engins.</p> <p>N'hésitez pas à améliorer la visibilité au poste de conduite, avec par exemple des miroirs, des système de détection d'obstacles ou des caméras de recul.</p> <p>Interdiction d'effectuer des manoeuvres de recul "à l'aveugle", c'est-à-dire sans être guidé si la visibilité n'est pas assurée.</p> <p>Interdiction de stocker ou de laisser sur des voies de circulation des matériaux ou des matériels.</p> <p>Interdiction de passer sous une charge et ne pas laisser de charges en suspens.</p> <p>Travaux sur la voie publique : autorisation d'occupation du domaine public</p> <p>Pour effectuer des travaux sur la voie publique ou occuper temporairement le domaine public routier, il est nécessaire</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées.</p> <p>Interdiction de passer sous une charge.</p> <p>Coactivité interdite</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	d'obtenir une autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT), généralement auprès de la commune.	
Bruit, vibrations	<p>Conformément à la réglementation en vigueur, chaque entreprise est tenue de réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.</p> <p>Chaque entreprise doit donc retenir des procédés d'exécution, des modes opératoires et des matériels limitant les bruits. En cas d'impossibilité, elle doit prévoir d'autres solutions d'insonorisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réduction du bruit à la source, - encoffrement de la source, - mise en place de suspensions anti-vibratiles, - éloignement des matériels bruyants. <p>Le personnel d'exécution exposé aux bruits doit porter des protections individuelles (bouchons d'oreilles ou casque anti-bruit).</p> <p>Réaliser une étude de vibration pour analyser la stabilité des ouvrages contigus.</p>	Le personnel exposé aux bruits devra porter des protections individuelles (bouchons d'oreilles ou casque anti-bruit)
Chute d'objets, éclats	<p>Les entreprises réalisant des travaux en hauteur devront baliser leurs zones de travail en prenant en compte la courbe de chute. Interdire toute personne de passer sous une zone de travaux : les travaux en superposition sont interdits.</p> <p>Les salariés devront être équipés en permanence de casque et chaussure de sécurité et avoir tous les EPI complémentaires pouvant être nécessaire à la réalisation de leurs travaux (lunettes, gants, protections auditives.....)</p> <p>Le matériel est attaché jusqu' à sa fixation ou dépose définitive.</p> <p>L'élingage doit être réalisé par personne formé à l'élingage.</p> <p>Stockage interdit en bord de toiture ou sous une zone de passage, travaux.</p> <p>Le matériel doit être lesté pour ne pas être soufflé par le vent.</p>	<p>Respecter les balisages et signalétiques en place.</p> <p>Ne pas franchir une zone de travaux balisée et ne pas intervenir sous une zone de travaux en hauteur.</p> <p>Interdire toute personne de passer sous une zone de travaux : les travaux en superposition sont interdits.</p> <p>Les salariés devront être équipés en permanence de casque et chaussure de sécurité et avoir tous les EPI complémentaires pouvant être nécessaire à la réalisation de leurs travaux (lunettes, gants, protections auditives.....)</p>
Contraintes météorologiques	<p>Planifier le travail en fonctions des conditions météorologiques.</p> <p>Suspendre l'intervention par temps défavorable : renseignements météorologiques au 3250.</p> <p>Eviter l'exposition à la pluie, au froid, au vent, à la neige, orage, aux fortes chaleurs...</p> <p>Une vigilance doit être adoptée pour des températures inférieures à 5°C ou supérieures à 30°C. En tant que chef d'entreprise, vous devez cependant prévenir</p>	Toutes les entreprises sont concernées.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>les risques liés aux conditions climatiques et respecter certaines obligations : évaluer les risques relatifs aux fortes chaleurs et aux intempéries et mettre en oeuvre des mesures de prévention, informer vos salariés sur les risques relatifs aux conditions climatiques et des moyens de protection existants, ne pas exposer les jeunes travailleurs de moins de 18 ans aux températures difficiles, Vous pouvez prévoir des mesures de prévention adaptées comme par exemple : ► mettre à la disposition de vos salariés des vêtements de travail adéquats (parka, vêtements de pluie...), ► fournir à vos salariés de l'eau fraîche (3 litres par jour et par salarié), ► limiter les manutentions et les postures contraignantes, ► dans les locaux fermés, s'assurer du renouvellement de l'air pour éviter les élévations exagérées de température. Aménager les horaires de travail pour éviter les heures les plus chaudes. Porter des vêtements favorisant l'évaporation de la sueur (vêtements légers en coton, de couleur clair...)</p>	
Pollution de l'atmosphère	<p>Les véhicules et engins motorisés utilisés par le titulaire sont entretenus et contrôlés conformément à la réglementation en vigueur. L'intervenant devra prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les émissions de poussières, les particules, le CO2 dans l'atmosphère et les projections liées à ses activités.</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées.</p>
Travail en hauteur	<p>Les entreprises doivent utiliser des équipements conformes à la réglementation et en bon état pour réaliser les travaux en hauteur. Les travaux en hauteur doivent être réalisés en priorité en sécurité collective. En cas d'intervention en EPIs, l'opération devra être justifié par l'impossibilité technique de mettre en place une sécurité collective, et l'intervention devra être réalisé par du personnel formé avec équipements adéquats et mode opératoire détaillé dans le PPSPS. Vérification régulière du matériel utilisé. Balisage des zones en dessous des travaux en prenant en compte la courbe de chute. Pas de superposition de tâche.</p> <p>Enlèvement temporaire d'une protection collective : Adaptation pendant les travaux L'enlèvement temporaire d'une protection</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées. Ne pas intervenir à l'aplomb d'un poste de travail en hauteur. Interdiction de retirer une sécurité mise en place.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>collective, est subordonné à la mise en oeuvre de mesures compensatoires efficaces. Lorsqu'une entreprise est contrainte de retirer un dispositif de protection contre les chutes (platelages, garde-corps, ..) afin de réaliser ses travaux, elle doit, à chaque intervention et autant que nécessaire, adapter le dispositif de protection à la nouvelle configuration de la zone de travaux. L'accès à la zone rendue dangereuse sera interdit par des dispositifs matériels de condamnation.</p> <p>Le danger sera signalé par tout moyen efficace.</p> <p>Le PPSPS de l'entreprise précisera les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.</p> <p>Les déplacements en toiture se feront dès que les protections collectives provisoires seront installées.</p> <p>Ces équipements seront conservés jusqu'à la réception des travaux en toiture.</p>	
Voisinage	<p>Les accès aux locaux devront être sécurisés. Respecter les horaires d'interventions (bruits, nuisances...)</p> <p>Le chantier est interdit au public.</p>	Toutes les entreprises sont concernées
Bactéries, virus, parasites	<p>Appliquer les recommandations en vigueur. Ne pas faire intervenir des personnes ayant des symptômes ou suspicion de symptômes COVID 19 ou autres (grippe...)</p> <p>Visite préalable des lieux pour vérifier l'absence de danger (oiseaux morts, nids de guêpes, fientes...)</p> <p>Nettoyage par une entreprise spécialisée si nécessaire avant intervention des entreprises.</p>	Toutes les entreprises sont concernées.
Réseaux	<p>Réaliser les DT/DICT avant intervention.</p> <p>Les entreprises prennent connaissance de l'ensemble des réseaux existants en service (aériens et enterrés).</p> <p>Elles demandent la mise hors service des réseaux présentant des risques par rapport aux travaux à réaliser.</p> <p>Les réseaux restant en service sont repérés et signalés. Délimitation matérielle de la zone de sécurité par une signalisation appropriée ou l'installation de gabarits de protection, consolidation et sécurisation des tranchées</p> <p>AIPR : Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux</p> <p>L'obligation de compétences pour les personnels intervenant à proximité des réseaux est applicable depuis le 1er janvier</p>	<p>Respecter le balisage et signalétique en place</p> <p>Ne pas intervenir sur un réseau en service.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>2018.</p> <p>Dans le cadre de la réforme « anti endommagement », cette mesure vise à réduire les risques ainsi que les dommages aux réseaux aériens ou enterrés qui peuvent survenir lors de travaux à proximité.</p> <p>L'employeur, qu'il soit privé ou public, devra délivrer une AIPR : Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux, aux agents ou salariés intervenant dans la préparation ou l'exécution de travaux à proximité des réseaux.</p>	
Eclairage	<p>Les zones de travaux et de circulations doivent être suffisamment éclairées : un éclairage collectif devra être mis en place dans les zones de circulations communes.</p> <p>Les entreprises devront avoir en permanence à disposition des éclairages complémentaires sur leurs postes de travail.</p> <p>Eclairage des postes de travail en zone humide, sous-sol, vide sanitaire... : utilisation obligatoire de baladeuse en très basse tension de sécurité (TBTS) ou sur batterie.</p> <p>Les éclairages à lumière froides sont à favoriser</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées.</p> <p>Si éclairage non suffisant, remonter information et/ou installation d'éclairage portatif.</p>
Collision, heurt	<p>Respect des sens de circulation et du code de la route. Prendre connaissance et respecter le PIC et plan de circulation.</p> <p>Rouler au pas.</p> <p>Prévoir un homme trafic pour l'entrée et la sortie de véhicules et lors de chaque déplacement d'engins</p> <p>Fermer le portail, barrière ou grille d'accès site après chaque entrée et chaque sortie de véhicule.</p> <p>Laisser la voie d'accès pompier libre, pas de stockage et pas de stationnement dans les zones de circulations et d'accès.</p> <p>Port du gilet de signalisation</p> <p>Les engins doivent être équipés d'un signal sonore de recul et d'un gyrophare en état de fonctionnement.</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées.</p> <p>Ne pas intervenir ni circuler à proximité d'un engin en intervention.</p>
Brûlure thermique	<p>Utiliser du matériel et des EPIs adapté et entretenu.</p> <p>Interdiction de retirer les éléments de sécurité du matériel (écrans protecteurs, carter...)</p> <p>Tout opérateur amené à utiliser du matériel spécifique doit avoir reçu une formation à l'utilisation en sécurité de la machine dès son arrivée à son poste.</p> <p>Les salariés devront être équipés en permanence de casque et chaussure de sécurité et avoir tous les EPI</p>	<p>Eviter la coactivité dans la zone de travaux concernés</p> <p>Port des EPIs adaptés.</p> <p>Les salariés devront être équipés en permanence de casque et chaussure de sécurité et avoir tous les EPI complémentaires pouvant être nécessaire à la réalisation de leurs travaux (lunettes, gants, protections auditives.....)</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	complémentaires pouvant être nécessaire à la réalisation de leurs travaux (lunettes, gants, protections auditives.....)	
Choc, coupure, piqûre	<p>Protéger et signaler tous les éléments présentant un risque de coupure ou de choc. Utiliser du matériel et des EPIs adapté et entretenu.</p> <p>Interdiction de retirer les éléments de sécurité du matériel (écrans protecteurs, carters...)</p> <p>Tout opérateur amené à utiliser du matériel spécifique doit avoir reçu une formation à l'utilisation en sécurité de la machine dès son arrivée à son poste.</p> <p>Les salariés devront être équipés en permanence de casque et chaussure de sécurité et avoir tous les EPI complémentaires pouvant être nécessaire à la réalisation de leurs travaux (lunettes, gants, protections auditives.....)</p>	<p>Eviter la coactivité dans la zone de travaux concernés</p> <p>Port des EPIs adaptés.</p> <p>Les salariés devront être équipés en permanence de casque et chaussure de sécurité et avoir tous les EPI complémentaires pouvant être nécessaire à la réalisation de leurs travaux (lunettes, gants, protections auditives.....)</p>
Contact électrique direct ou indirect	<p>Les travaux doivent être réalisés hors tension. S'assurer avant tout travaux de la mise hors tension des réseaux (PV de consignation, attestation de mise hors tension....).</p> <p>Si la mise hors tension n'est pas possible, les réseaux restant sous tension doivent être repérés, protégés... et le personnel doit être en possession des habilitations électriques adaptées aux travaux à réaliser : mettre en place les protections collectives adaptés et interdire l'accès.</p> <p>Le matériel électrique est conforme au normes en vigueur, en bon état et à jour de ses vérifications réglementaires.</p> <p>Utilisation de multiples enrouleurs interdit : 1 seul enrouleur maximum 25ML.</p>	<p>Toutes les entreprises sont concernées.</p> <p>Respecter la signalétique et balisage en place.</p>
Engins et matériels	<p>Les entreprises utilisent des engins conformes à la réglementation , les conducteurs sont en possession de l'autorisation de conduite et d'une formation approprié à l'engin utilisé (CACES par exemple).</p> <p>Les engins et matériels sont à jour de leurs contrôles périodique et régulièrement entretenus. Idem concernant les appareils de levage (sangles, crochets...).</p> <p>Les engins sont équipés de gyrophares et signal sonore de recul</p> <p>Les zones de travaux sont balisées et adapté en permanence. Présence d'un homme trafic obligatoire.</p> <p>Port du gilet de signalisation obligatoire</p>	<p>Respecter les balisages en place.</p> <p>EPI complémentaires en fonction des travaux des entreprises si besoin.</p> <p>Port du gilet de signalisation obligatoire</p>
Manutention manuelle	Les entreprises prennent les mesures	Toutes les entreprises sont

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>d'organisation appropriées ou utilisent les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.</p> <p>Les entreprises définissent, dans leur PPSPS, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner.</p> <p>Quel que soit le type de matériel de levage retenu, et préalablement à toute opération d'approvisionnement, les entreprises doivent mettre en place des dispositifs permettant d'acheminer les charges à leur point de destination sans que le personnel affecté à leur réception soit, à aucun moment, exposé à un risque de chute.</p> <p>Limiter le poids des charges à manutentions manuellement, utiliser du matériel d'aide à la manutention, et former les intervenants aux gestes et postures.</p>	<p>concernées.</p> <p>Respecter les balisages en place. Maintenir en permanence les circulations propres et rangées.</p>
Stabilité, renversement	<p>Le matériel ou des matériaux peuvent se renverser ou basculer suite à un déséquilibre (un défaut de stabilisation, d'amarrage, d'ancrage ou des appuis, des effets du vent, suite à un choc et/ou une mauvaise manoeuvre, une mauvaise répartition de charge, un dépassement des limites d'utilisation de l'engin...)</p> <p>Stockage précaire : L'ensemble du matériel entreposé ou stocké devra être stable et amarré pour éviter le risque de chuter sur quelqu'un.</p> <p>Ne stockez pas sur un sol encombré, inégal ou glissant (ou pouvant le devenir).</p> <p>Stockez les éléments les plus lourds le plus en bas possible, afin d'avoir le centre de gravité le plus bas possible.</p> <p>Privilégiez le stockage à plat.</p> <p>Utilisez les râteliers pour le stockage vertical.</p> <p>Basculement d'engin :</p> <p>S'assurer de la stabilité et de l'état du sol ou de la capacité de l'engin (pente trop forte, instabilité, terrain hétérogène, etc.).</p> <p>Examen d'adéquation levage/engin (basculement en cas de dépassement des capacités).</p> <p>Prendre en compte les éléments naturels (vent, orage, pluie, obscurité, etc.)</p>	<p>Accès interdit dans la zone d'évolution des engins et dans la zone de stockage des autres entreprises.</p> <p>Respecter les cheminements, signalisation temporaire et sécurité mis en place.</p>
Travaux à point chaud	<p>Protéger l'environnement du poste de travail (retirer tout objet ou matériel inflammable), présence obligatoire d'un extincteur (apporté par l'entreprise et approprié à l'usage) adapté</p>	<p>Pas d'intervention à proximité des postes de travail par point chaud</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>en état, à proximité du poste de travail</p> <p>Etablissement d'un permis de feu avec l'exploitant le cas échéant.</p> <p>Evacuation des déchets, rangement et nettoyage du chantier.</p> <p>Surveillance après travaux et avant de quitter le site (minimum 2h avant).</p> <p>Ventilation des locaux.</p>	
Multi danger	<p>L'accès aux fouilles et tranchée devra se faire via une échelle approprié.</p> <p>Pour accéder de part et d'autres des tranchées, prévoir des passerelles d'accès sécurisées.</p> <p>Le chantier devra être interdit au public : En cas de démontage de clôture ou de portail existant, l'entreprise qui les dépose devra mettre en place une installation provisoire pour maintenir un chantier clos.</p> <p>Circulation intérieure au chantier :</p> <p>Les entreprises devront rouler au pas.</p> <p>La circulation et le stationnement des véhicules personnel sont interdits sur le chantier.</p> <p>Le stationnement des véhicules se fera sur un parking défini dans le plan d'installation de chantier réalisé.</p> <p>Aucun stockage et stationnement ne sera autorisé sur les voies de circulation.</p> <p>Pas de stationnement sous une zone de travaux.</p> <p>Les voies pompiers, urgences seront maintenues libres en permanence.</p> <p>Refermer les accès au chantier après chaque passage.</p> <p>Le port des EPIs est obligatoire et ils doivent être en adéquation avec les travaux à réaliser avec bordereau de vérifications des EPIs à jour et nominatif.</p> <p>Disposer d'un téléphone en état de fonctionnement avec batterie chargée pour les appels d'urgence.</p> <p>Interdiction de fumer sur le lieu de travail.</p> <p>Horaires convenable de travail et pose repas obligatoire.</p> <p>À la clôture du chantier, l'entreprise s'assurera de l'absence de dangers résiduels, de la remise en état de la zone, de l'élimination des déchets, matériaux et matériels.</p>	Toutes les entreprises sont concernées.
Amiante	<p>Prendre connaissance des repérages avant intervention</p> <p>En cas de découverte ou suspicion de présence d'amiante (déchets sauvage...) : Arrêter la tâche et Contacter MOA/MOE et CSPS pour définir un mode</p>	Toute les entreprises sont concernées.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	opérateur. Prendre connaissance de l'annexe au PGC. Coactivité interdite.	
Rupture, effondrement	S'assurer de la qualité des sols (risque de renversement) et de la bonne tenue des ouvrages à proximité (passage d'un engin, ouverture d'une fouille, tranchée...) Circulation d'un engin à proximité d'une tranchée interdite. Stockage aux abords des tranchées interdit. Blinder si nécessaire (fouilles en tranchée de plus 1,30m et de largeur égale ou inférieure au 2/3 de la profondeur), selon étude de sol -- >Se conformer aux préconisations du géotechnicien. Tenir compte des surcharges et des ébranlements dus à la présence de bâtiments mitoyens ou à la circulations des véhicules sur les voies se trouvant à proximité des tranchées, afin de déterminer l'inclinaison du talutage et la nature du blindage à mettre en place.. Surveillance permanente des travaux.	Accès interdit dans la zone d'évolution des engins. Respecter les cheminements, signalisation temporaire et sécurité mis en place.
Plomb	Prendre connaissance des repérages avant intervention En cas de découverte ou suspicion de présence de plomb (déchets sauvage...) : Arrêter la tâche et Contacter MOA/MOE et CSPS pour définir un mode opératoire. Prendre connaissance de l'annexe au PGC.	Toute les entreprises sont concernées.
Environnement naturel	L'entreprise devra prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher tout écoulement de produits ou matières polluantes vers les sols ou les plans d'eau, les bouches d'eaux pluviales, les réseaux d'eaux usées, les terrepleins et endroits à risque (château d'eau, école...). Prévoir des bacs de rétention, et kit anti pollution + kit absorbant Le nettoyage des engins doit se faire sur une aire aménagée à cet effet avec fosse de décantation.	Toutes les entreprises sont concernées.

DÉMOLITION - GROS OEUVRE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	Pas de coactivité avec les autres entreprises lors des phases de curage, démolition.	Toutes les entreprises sont concernées. Coactivité interdite Respecter les balisages
Chute d'objets, éclats	Délimitez le périmètre de travail et mettre en	Coactivité interdite.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	place des écrans anti-projection. Vérifier que rien ne puisse tomber après votre passage. Gravats : Évacuez par des goulottes et non par-dessus bord.	Investigation des lieux avant intervention
Inhalation poussières	Prévoir brumisateurs pour rabattre les émissions de poussières des travaux de démolition : l'environnement de travail est plus sain pour les opérateurs et les nuisances pour les riverains sont supprimées.	Coactivité interdite.
Rupture, effondrement	Réaliser un plan de démolition qui garantit la stabilité des ouvrages à chaque étape de la déconstruction.	Coactivité interdite.

PORTES AUTOMATIQUES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
---	--	--

SERRURERIE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Pose de gardes corps ou d'éléments de serrurerie : Condamner par un balisage l'accès sous l'élément en cours de pose dans les escaliers, sur un balcon,... Coordination avec le Maître d'œuvre et le lot Gros œuvre pour modifier provisoirement les cheminements piétons ou mettre en place une sécurité équivalente après le retrait.	Respecter le balisage ou le cheminement provisoire.

PLÂTRERIE / FAUX PLAFONDS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Stabilité, renversement	Planification des approvisionnements : Utilisation des recettes du GO. Définition avec la maîtrise d'œuvre des zones de stockage. Interdiction de retirer une sécurité collective mise en place.	.
Manutention manuelle	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement et évacuation journalière. Poser les plaques à plusieurs personnes ou à l'aide d'un lève plaques.	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	Respecter le balisage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Signaler ou baliser les zones dangereuse (rails ou ossatures métalliques au sol par exemple)	

MENUISERIES INTERIEURES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	Les travaux générateurs de poussières du type détalonnage de portes ou autres rabotages pour des réglages de menuiseries devront avoir lieu si possible en dehors d'une zone fermée. Dans le cas contraire, la zone devra être correctement ventilée.	Eviter la coactivité dans la zone concernée. Port des EPIs adapté le cas échéant.

REVÊTEMENT DE SOL / CARRELAGE / FAIENCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées. Planification de l'approvisionnement pour faciliter la manutention. Retrait des sécurité collective interdite.	Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées.

PEINTURE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	Le ponçage fin des supports s'effectuera au moyen de ponceuses équipées d'un système d'aspiration à la source.	.

SIGNALETIQUES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises

PLOMBERIE CVC

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage (balisage ou vigie) Nettoyage des gravats	Respecter le balisage

ELECTRICITE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	

EPMR

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Interdiction de jeter les déchets dans les cages d'ascenseur	Toutes les entreprises sont concernées
Travail en hauteur	Le système obturant la trémie toute hauteur, ne sera démonté que lorsque des protections (portes définitives ou panneaux provisoires) seront installées Lors des travaux en partie basse de la gaine, des écriteaux les signalant seront apposés à chaque niveau. Nettoyage des gaines avant travaux y compris pompage si nécessaire.	.

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise titulaire soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives : Gardes corps sur escaliers, sur les ouvertures baies, balcons, protections des trémies horizontales et verticales, des excavations et bords de talus etc.
Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise titulaire
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une

information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le Maître d'OEuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

Les autres LOTS auront aussi à prévoir et à mettre en place leurs propres protections collectives pour leurs interventions en hauteur, en élévations avec par exemple la mise en place d'échafaudages réceptionnés, de PIRL, usage de nacelles PEMP, protections contre les chutes de personnes etc.

Il est strictement interdit de fumer dans les cantonnement et sur les postes de travail.

Un repérage Plomb/Amiante complémentaire est à faire si découverte ou suspicion de présence lors des travaux (déchets sauvages...)

Prévenir MOA/MOE/CSPS.

La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en oeuvre de mesures de prévention dans le respect des principes

généraux de prévention :

- La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les coactivités génératrices de risques.
- Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de coactivité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »).
- Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les coactivités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....)
- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier.
- Chaque entreprise recherchera et mettra en oeuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.
- Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable.
- L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel.

Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.

Le Maître d'OEuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises (également constaté par le CSPS) , de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

La remise du PPSPS avant travaux est obligatoire --> informations à fournir dans les PPSPS :

Coordonnées entreprise :

Nom de l'entreprise et adresse

Opération et adresse

Effectif et évolution

Responsable sur site

Lot et Sous-traitance :

Titulaire ou Sous-traitant

Prévision de sous-traitance

Tâches envisagées en sous traitance

Coordonnées des sous-traitants

Consignes 1er secours :

Nombre de secouristes et coordonnées
Le matériel médical existant sur le chantier
Les mesures prises pour évacuer les victimes d'accidents

Condition d'hygiène mis à disposition des salariés :
(sanitaire - vestiaires - réfectoire)

Mesures prises par l'entreprise pour prévenir les risques découlant :

De l'exécution par d'autres entreprises
Des contraintes propres au chantier
La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise.
Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la santé et la sécurité que peuvent encourir les travailleurs de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.
Mesures prises pour assurer la continuité des protections collectives.

Mesures prises pour prévenir les risques dans le cadre des approvisionnements (DHOL)

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur SPS se réservent le droit de faire appel à une Entreprise du chantier ou extérieure pour remettre en place ou en état les protections collectives aux frais de l'Entreprise défaillante. est tenue de se substituer à celle-ci.

est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur SPS se réservent le droit de faire appel à une Entreprise du chantier ou extérieure pour remettre en place ou en état les protections collectives aux frais de l'Entreprise défaillante. est tenue de se substituer à celle-ci.
qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (Insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible,

compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Définir les besoins des entreprises en cas de mutualisation des moyens.

Fournir PV de réception et de mise à disposition après montage.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier,

Roulez au pas au abord et dans la zone de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Obligation d'un CACES + une aptitude médicale + une autorisation de conduite délivrée par le délégataire de pouvoir de l'entreprise.

Vérification du permis VL et/ou PL du compagnon !!!

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

**Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.**

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

**Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.**

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chaque entreprise devra évacuer quotidiennement les déchets qu'elle génère.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation des déchets.

Dans le cas d'utilisation de bennes, leurs remplacements est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Outre les prescriptions réglementaires, les mesures particulières définies en concertation avec les concessionnaires pour le travail au voisinage des différents réseaux (gaz, électricité, ...) sont précisées dans le PPSPS de l'entreprise ou sous-traitant concerné. Toutefois, les dispositions minimales suivantes doivent systématiquement être mise en œuvre par l'entrepreneur des lots GO, Terrassements et VRD, durant leur intervention :
 - Recherche et repérage de tous les réseaux enterrés et aériens (électricité, eau, gaz, ...)
 - Balisage par panneaux de tous les réseaux aériens ou souterrains se trouvant au droit des zones de travaux. Ces panneaux devront mentionner la nature du réseau concerné, et sa profondeur pour ceux enterrés.
 - Si le passage d'engin de chantier sur un réseau enterré est inévitable, les moyens nécessaires seront mis en œuvre pour guider les circulations sur les zones protégées (protection à définir en concertation avec le concessionnaire).
 - Consignation de ces réseaux, en particulier, vérification de cette consignation avant intervention.Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux dans les formes et délais prescrits par la réglementation, notamment :
 - Déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT),
 - Demande d'arrêtés municipaux, et permis de voirie (sens circulation, dévoiements piétons, cycles, véhicules, emprise chantier sur voirie, emprise sur place de stationnement, ...)Les renseignements sont à obtenir auprès de la maîtrise d'œuvre.

En cas de rencontre inopinée de conduites ou engins de guerre : arrêt immédiat des travaux, évacuation, balisage d'une zone de sécurité, alerte des services de secours, reprise des travaux après autorisation écrite de la maîtrise d'œuvre uniquement.

- Demandes d'arrêtés - Avant intervention, il sera nécessaire d'obtenir les autorisations suivantes :
 - Permis de démolir, notamment les attendus spécifiques relatifs à la sécurité
 - Permis de construire, notamment les attendus spécifiques relatifs à la sécurité
 - Permis de voirie, circulations, occupation du sol
 - Accords de principe obtenus par le maître d'ouvrage
 - Autorisation de survol
- Autorisations concessionnaires - Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

Le rapport de sol doit être lu par les intervenants concernés par les travaux de terrassements et fouilles.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre ...) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux [DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en con

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Présences de tiers. Les zones de travaux sont balisés et sécurisés.

Tout devra être mis en place pour supprimer les risques et éviter autant que possible les nuisances.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Les entreprises tiennent compte de la présence d'un autre chantier à proximité.

L'entreprise doit se mettre en rapport avec les chantiers en proximité pour mettre en place le mode de communication avec les grutiers, ceci afin d'éviter les interférences sur les mêmes fréquences en cas de communication par radio (Talkie-walkie).

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre doit demander au chef d'établissement voisin l'analyse de risque.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre doit faire une demande à la DRIRE pour savoir s'il y a des tours aéro-réfrigérantes à proximité du chantier.

Si les travaux se déroulent à proximité d'une tour aéro-réfrigérante, le chef de l'établissement doit mettre une signalétique de sécurité signalant le port d'EPI appropriés (légionellose . . .).

Les entreprises utilisant des grues de tous types doivent donner les caractéristiques de celles ci. Un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites doit être installé.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Prendre connaissance des consignes spécifiques liées au site.

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou

ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Les travaux seront partiellement effectués en site occupé.

Les personnels des entreprises devront posséder un badge comportant le nom de l'entreprise, de la personne et sa photographie.

Les entreprises devront prévenir de leur intervention, le service technique du Lycée, au moins 48 heures ouvrables avant la livraison ou l'intervention. Elles devront mettre en place tous les dispositifs, tant pour la livraison que pour les travaux d'installation, permettant un travail en toute sécurité.

Les travaux étant à effectuer dans un établissement de type scolaire en site occupé, les entreprises veilleront à ne pas gêner le fonctionnement des locaux contigus aux zones de travaux, aux maintiens propres des zones contiguës aux travaux, et utiliseront les installations de chantier spécifiques mises à leur disposition pour l'accès à la zone de chantier. Tout déplacement de personnel à l'intérieur de l'établissement sera strictement interdit, sauf accord particulier du Maître de l'Ouvrage, pour des interventions ponctuelles.

Les interventions pourront être suspendues selon les activités et manifestations de l'établissement comme par exemple les périodes d'examen (blancs et réels).

L'entrepreneur devra respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes prévues à l'article R 123-3 du code de la construction et de l'habitation.

Il devra aussi respecter toutes les procédures mises en place dans l'établissement se rapportant aux mesures de sécurité et d'hygiène (exemple : protection contre la diffusion de la poussière, balisage sur les zones en travaux ou attenantes, etc. ...)

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

6.7. Locaux témoins

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Chaque entreprise doit avoir un sauveteur secouriste du travail PAR EQUIPE AU TRAVAIL pour assurer les premiers secours aux victimes.

Le sauveteur secouriste du travail doit être à jour de son recyclage.

Le nom de chaque sauveteur secouriste du travail est communiqué par chaque entreprise à la maîtrise d'œuvre et au coordonnateur SPS.

Chaque sauveteur secouriste du travail porte visiblement et durablement sur sa tenue de travail un badge l'identifiant comme sauveteur secouriste du travail.

L'entreprise détaillera dans son PPSPS les mesures de secours et si nécessaire d'évacuation des blessés tenant compte des particularités du site et de l'intervention (espace confiné, accès exigü...).

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S et être affichés sur le chantier.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Définir les procédures d'organisation des secours :

Consignes de premiers secours

1. Ne pas bouger la victime.
2. Protéger la victime.
3. Prévenir les secours.
4. L'appel
 - rester calme.
 - faire le 18, le 15 pour le SAMU. (le 112 en cas d'utilisation d'un téléphone mobile).
 - donner l'adresse du chantier (N°, rue, Immeuble).
5. Préciser
 - le nombre de victimes.
 - la nature des blessures.
 - ne pas raccrocher le premier, donner votre numéro de téléphone.
6. Prévoir
 - une personne en attente à l'entrée du bâtiment ou du chantier afin de guider les secours.
 - ne jamais laisser une victime seule.

Liste

- Des secouristes (formés ou à former) dans le chantier

- Affiche "appel en cas d'accident" à renseigner
- Du matériel médical existant sur le chantier

Petit matériel de secours

Il est exigé de toutes les entreprises de munir leur personnel d'une trousse de secours complète, maintenue à jour.

Son contenu peut être défini ou complété par le médecin du travail de l'entreprise et utilisé par une personne compétente.

L'affiche "EN CAS D'ACCIDENT" (JOINTE EN ANNEXE) convenablement remplie pour le chantier est affichée visiblement et durablement dans la base vie.

Appel au secours

Chaque entreprise est tenue d'informer son personnel sur le lieu et l'endroit où se trouve le téléphone en cas d'appel des secours.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Entrée du chantier ou base-vie

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1.ICI CHANTIER : 57/METZ/CROUS R.U TECHNOPOLE

Adresse : 4 BD ARAGO 57 METZ

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Entrée du chantier ou base-vie

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_Presence_Plomb
- Annexe_SCALP
- Annexe_Presence_Amiante
- RAPPORT AMIANTE-Technopole 140224- T_1706273828_pt_resto technopole_METZ-1
- RAPPORT PLOMB Technopole 140224- T_1706273828_pt_resto technopole_METZ-1
- DHOL 1